

LE PROLETAIRE

Parti Communiste International

Le « dialogue social » et la collaboration de classe mènent à la défaite Seule l'organisation et la lutte de classe peuvent mettre en échec le gouvernement !

Plus de 50 jours après le début de la lutte contre le projet gouvernemental contre les retraites, la journée du 24 janvier a vu un regain de la mobilisation : nombre en général supérieur de manifestants et de grévistes par rapport à la précédente journée. Dans son appel à la nouvelle journée d'action, l'intersyndicale écrit que le mouvement « *s'étend et se renforce dans la durée avec énergie et volonté* ». En réalité les travailleurs de la RATP et de la SNCF, fers de lance du mouvement, ont été contraints d'arrêter leur grève illimitée en l'absence d'une extension généralisée de la lutte, en dehors des travailleurs de l'enseignement. Pendant des semaines ils ont poursuivi leur grève malgré l'isolement de fait dans lequel les ont maintenus les directions syndicales. Rappelons que ces dernières ont déserté la lutte pendant les fêtes et qu'elles ont levé au début de l'année le préavis de grève des chauffeurs routiers après que le gouvernement, craignant un blocage du pays, ait lâché quelques miettes. Rappelons qu'elles ont attendu la fin de la grève de la RATP et de la SNCF pour distribuer l'argent récolté en soutien aux grévistes, pour organiser un blocage de 3 jours des ports français ou pour lancer un mouvement de grève chez les éboueurs parisiens – la CGT avouant être obligée de « *freiner les agents* » (1). En fait les directions syndicales craignent autant que le gouvernement une généralisation et un renforcement du conflit qui, échappent à leur contrôle, pourrait menacer la stabilité de l'ordre bourgeois. Il y a peu un responsable syndical s'alarmait : « *La colère des salariés ne cesse de s'amplifier (...) Je ne suis pas sûr que les organisations syndicales arriveront à tout gérer, on risque d'être dépassé à un moment donné (...) On peut se retrouver dans une situation d'insurrection, on ne l'écarte pas, mais ce n'est pas ce qu'on cherche, nous* » (2).

Les grands appareils syndicaux sont depuis des lustres intégrés dans un réseau de collaboration des classes mis en place par la bourgeoisie pour maintenir la paix sociale et dont ils reçoivent l'essentiel de leurs ressources. En 2018 l'Etat et les patrons ont accordé 127 millions d'euros aux « partenaires sociaux » pour « *financer le dialogue social* » (3), mais ce n'est qu'une petite partie des multiples subventions reçues par les appareils syndicaux pour qu'ils remplissent leur fonction de garde-fous de l'ordre social (4). Faut-il s'étonner alors qu'ils se refusent à engager une véritable lutte contre les capitalistes et leur Etat ? Ce dialogue social et ces sempiternelles négociations qui prennent la place de la lutte, ne sont que la **soumission** aux intérêts des capitalistes et au respect des règles de l'Etat bourgeois, adversaires de classe des prolétaires. Enième démonstration : alors que l'intersyndicale réaffirme haut et fort qu'elle « *réclame le retrait du projet de réforme* » (mais pour « *ouvrir des négociations afin d'améliorer le régime actuel* » !) les directions syndicales ont décidé de **participer** avec la CFDT à la Conférence gouvernementale sur le financement de la réforme !

BESOIN VITAL DE LA DIRECTION INDÉPENDANTE ET DE CLASSE DE LA LUTTE PROLETARIENNE

Les conflits des dernières années avaient déjà démontré que confier le sort de la lutte à ces appareils syndicaux est la défaite assurée. Pour résister aux attaques bourgeoises continues, il est indispensable de rompre avec leurs tactiques défaitistes et de renouer avec les orientations, les méthodes et les moyens de la lutte de classe. L'apparition de comités de grève, d'AG interpro et de coordinations pendant le mouvement actuel constitue un premier pas pour que les travailleurs prennent leur lutte en main et surmontent leurs divisions. Mais tant que ces formes d'organisation laissent aux directions syndicales la direction du combat; tant qu'elles se contentent d'être les exécutants de leurs décisions; tant qu'elles ne trouvent pas la force non seulement d'entretenir la mobilisation, mais de devenir les véritables organes **dirigeants** de la lutte, menée sur des orientations **de combat classistes**, elles ne remplissent pas réellement leur rôle pour la victoire de cette lutte prolétarienne: une direction indépendante et de classe de la lutte est un **besoin vital**.

Rupture avec les appareils syndicaux collaborationnistes et les organisations qui les soutiennent!

Union dans la lutte par-dessus toutes les divisions de métier, corporation, statut et autres!

Non à la collaboration de classe et au dialogue social! Oui à la lutte et à l'organisation de classe contre toutes les attaques capitalistes!

(1) *Le Monde*, 26-27/1 (2) Déclaration du secrétaire CGT du port de Marseille à Sud Radio, 15/1/2020, 12h04. (3) cf www.agpn.fr. (4) Selon le Conseil d'Etat, largement moins de 50% (30% pour la CGT) du budget des syndicats « représentatifs » provient des cotisations des adhérents: le reste vient de subventions patronales et étatiques.

Correspondance:

Programme, BP 57 428 69347 LYON CEDEX 07 www.pcint.org

parti communiste international

- Imp. Spé. - 27/1/2020 supplément au *Proletaire* n° 535

Lisez la presse communiste internationaliste: Le Proletaire / Programme Communiste / El Programa Comunista / El Proletario / Il Comunista / Proletarian